

Avenant n°1



au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

Entre

Le Syndicat Mixte AUTOLIB', dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France préfet de Paris, ayant son siège au 16, rue de la Banque, représenté par Madame Annick LEPETIT, Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes suivant délibération du Comité Syndical en date du....., ci-après dénommé le «Concédant »,

D'une première part,

Et

SOCIETE AUTOLIB', Société par Actions Simplifiée au capital de 40.040.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 23 rue du Professeur Victor Pauchet, 92420 Vaucresson, représentée par Monsieur Gilles ALIX en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé le « Concessionnaire ».

D'une deuxième part,

ET

BOLLORE, société anonyme au capital de 401.506.512 euros dont le siège social est à Odet, 29500 Ergué Gaberic, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 055.804.124 RCS QUIMPER, représentée par Monsieur Gilles ALIX, dûment habilité par pouvoir de Monsieur Vincent BOLLORÉ en date du 10 février 2012, ci-après dénommée « **Bolloré SA** »

D'une troisième part.

Le Concédant, le Concessionnaire et Bolloré SA sont collectivement dénommés les « Parties » et chacun individuellement une « Partie ».

GA *AL*

Préambule

Le contrat de délégation de service public pour la mise en place d'un service de location de véhicules électriques en libre-service et le déploiement d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques et ses annexes (ci-après « la Concession ») ont été signés le 25 février 2011.

Une phase de test du service a commencé le 1er octobre 2011, et l'ouverture du service au public a eu lieu le 5 décembre avec au moins 250 véhicules et 250 Stations mis en service. Depuis cette date, le nombre de véhicules a augmenté progressivement et atteint désormais 492 véhicules. Plus de 10 000 utilisateurs ont essayé Autolib', et le service compte déjà plus de 2 000 abonnés premium 1 an.

Le programme de déploiement des Stations se poursuit, mais plusieurs difficultés sont apparues en cours d'exécution de la Concession.

Au mois de juin 2011, le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement a publié sur son site internet une série de recommandations applicables au déploiement de points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés. Ces recommandations rendaient impossible l'installation de Stations Autolib' en parcs de stationnement souterrain à des conditions économiquement acceptables.

Après une discussion approfondie avec l'ensemble des acteurs de la filière (constructeurs automobiles, exploitants de parcs de stationnement souterrains, gestionnaires de flotte de véhicules électriques), les services de l'Etat ont décidé de procéder à une analyse du risque présenté par les véhicules électriques en cas d'incendie de la batterie ou du véhicule. Des tests ont été menés aux mois d'octobre et de novembre 2011. Les véhicules et les batteries utilisés pour le service Autolib' ont été soumis à l'ensemble des tests par des experts indépendants.

Les résultats ont démontré que la dangerosité des véhicules électriques était tout à fait comparable à celle des véhicules thermiques de même gabarit et que les recommandations publiées par le Ministère n'étaient pas nécessaires. Toutefois, en application du principe de précaution, et compte tenu de la nouveauté des risques induits par les véhicules et les batteries électriques, les services de l'Etat ont souhaité maintenir une partie des recommandations à titre prudentiel. Ces dernières, si elles n'empêchent plus la réalisation de l'ensemble des Stations, renchérissent tout de même leur coût de réalisation et rendent très complexe la réalisation de certaines d'entre elles, notamment celles qui étaient prévues dans les parcs de stationnement non ouverts au public ou dans les parcs les plus vétustes.

La nouvelle réglementation a fait l'objet d'une présentation à la Commission Centrale de Sécurité du mois de février 2012 et est désormais dans l'attente de la signature d'un arrêté ministériel la rendant applicable.

Aussi, c'est seulement un an après la date de signature de la Concession que les Parties sont en mesure d'apprécier la nature exacte des travaux à réaliser et à financer par le Concessionnaire.

Il est désormais nécessaire de procéder à une analyse technique sur chaque parc de stationnement afin de valider la solution à mettre en œuvre. Compte tenu du retard pris dans l'attente de la réglementation et des nouvelles dispositions applicables, les Parties ont été contraintes de revoir la programmation des travaux dans les parcs de stationnement. Les services de l'Etat ont indiqué que la réglementation en cours de publication revêtait un caractère provisoire et qu'elle serait amenée à évoluer en fonction de la perception du risque au fur et à mesure de l'augmentation du parc de véhicules électriques. Il est donc prudent d'adopter un rythme de déploiement progressif et de prévoir un dimensionnement initial plus réduit qui sera adapté au fur et à mesure de l'augmentation du parc de véhicules électriques et de l'évolution de la réglementation.

Par ailleurs, lors de l'instruction technique des dossiers de réalisation des Stations en voirie, le nombre de dossiers rejetés en raison notamment de la présence de réseaux concédés en sous-sol (conduites de gaz, réseaux électriques ou de télécommunication, canalisations de vapeur, etc.) s'est avéré beaucoup plus important que prévu lors de la signature de la Concession. Sur les arrondissements centraux de Paris, le taux de chute constaté oscille ainsi entre 50 et 100 % de l'ensemble des adresses mises à l'instruction initialement. De nouvelles adresses ont été trouvées à proximité immédiate des emplacements initiaux et ont été soumises à l'instruction. Mais les délais nécessaires à ces nouvelles instructions et la nécessité de procéder de manière itérative pour identifier les impossibilités techniques et proposer de nouvelles adresses en substitution, rendent nécessaires une reprogrammation des dates de livraison d'une partie des Stations en voirie.

Malgré les difficultés rencontrées, les Parties se sont donné les moyens de livrer une très grande partie des Stations sur voirie à la date prévue du 1er juin 2012 (Phase 2). En revanche, les dernières Stations qui nécessitent parfois l'étude de quatre ou cinq emplacements avant de trouver une adresse réalisable feront l'objet d'un décalage de la date de livraison de quatre mois au maximum.

Enfin, des précisions ont été apportées au dimensionnement des Stations équipées de recharges privatives. Le bordereau des prix a été complété pour permettre une extension plus large des Stations existantes.

Les horaires du Centre d'Accueil ont été adaptés à la fréquentation constatée.

Le mécanisme d'auto-assurance du Concessionnaire a été encadré pour éviter le recours à une compagnie d'assurance réassurée par une société du groupe Bolloré.

Les conditions d'accès de véhicules électriques non BLUECAR® à l'infrastructure de recharge de véhicules électriques ont été précisées afin de garantir l'égalité de traitement des constructeurs par le Concessionnaire.

Le statut des modems intégrés aux bornes de location a été précisé en raison du mode de commercialisation de ces équipements qui ne sont actuellement disponibles sur le marché que par le biais d'une location.

La possibilité d'accorder des offres promotionnelles aux Usagers a été ouverte et encadrée pour s'assurer de leur compatibilité avec le droit applicable et les impératifs du service public.

Enfin, le Concessionnaire a accepté de prendre des engagements supplémentaires en terme de respect de l'environnement en s'engageant à orienter ses achats d'électricité vers des sources d'énergie renouvelable et qui tiennent compte de la demande globale en électricité et de ses sources de production pour diminuer la contribution du projet Autolib' à la production de gaz à effet de serre.

Il est précisé que Bolloré SA est partie à cet avenant dans la mesure où ce dernier apporte des précisions qui concernent directement Bolloré SA sur le mécanisme d'assurances de la Concession et sur les principes et modalités de mise en œuvre de la garantie de bonne exécution.

Les seules dispositions du présent avenant qui engagent Bolloré SA sont celles qui concernent le mécanisme d'assurances de la Concession ou les principes et modalités de mise en œuvre de la garantie de bonne exécution spécifiée à l'Annexe A8-19 de la Concession.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit entre les Parties :

Article 1- Véhicules non BLUECAR®

Concernant le service permettant la recharge de véhicules non BLUECAR®, il est précisé qu'il est ouvert à l'ensemble des constructeurs d'automobiles électriques. Toutefois, la transmission par ces constructeurs des codes et protocoles permettant l'acceptation des véhicules électriques qu'ils construisent par les bornes de charge, peut le cas échéant être nécessaire au fonctionnement de ce service pour leurs véhicules. Le Concessionnaire devra rechercher les solutions permettant la communication au travers des codes ainsi fournis de la borne de charge avec les véhicules.

Article 2- Nombre d'Espaces

Le nombre d'Espaces est de 40 à Paris et en banlieue de 50. Toutefois, ce nombre pourra être réduit à 33 à Paris et à 45 en banlieue sous réserve que des bornes d'abonnement soient installées en compensation dans des lieux publics en nombre au moins égal et en veillant à la cohérence du maillage.

Les agents du Concessionnaire initialement affectés aux Espaces Autolib' ainsi modifiés seront alors réaffectés à l'accueil et à l'assistance des Usagers dans les Stations Autolib'.

Article 3- Centre d'Accueil

Le Centre d'Accueil AUTOLIB' qui est situé rue Édouard VII à Paris fonctionne de 8h00 à 20h00 et est ouvert 7 jours sur 7. Il exerce des fonctions d'accueil du public et de traitement

de toutes demandes liées au Service Public AUTOLIB' y compris le traitement des réclamations.

Le Centre d'appel humanisé est géré par le Concessionnaire. Il est joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 par téléphone, depuis les bornes de location et d'abonnement et depuis les véhicules BLUECAR®. Il permet la gestion de l'abonnement, des réservations, du traitement des réclamations, l'assistance aux Usagers, la délivrance d'informations et la gestion commerciale.

Article 4- Assurances

Le Concessionnaire peut auto-assurer les dommages aux BLUECAR®, hors vol et incendie, causés par un Usager lors de son utilisation pour autant qu'il notifie préalablement au Concédant une garantie de Bolloré SA s'engageant à faire en sorte que le Concessionnaire dispose des moyens financiers nécessaires et de la trésorerie suffisante pour faire face à ses engagements au titre de la couverture des dommages aux BLUECAR® dans les conditions prévues par la Concession. Cette garantie doit être maintenue pendant toute la durée au cours de laquelle le dispositif d'auto-assurance du Concessionnaire se substitue à la police d'assurance.

Article 5- Nombre de Stations ou Espaces en voirie

Le nombre de Stations ou Espaces en voirie livrés à la date de Début de la Phase 2 est ramené à 641.

Le solde prévu à la Concession pour la date de Début de la Phase 2, ajusté des éventuels reports et annulations non imputables au Concessionnaire, devra être livré au 1^{er} Octobre 2012.

Les garanties et pénalités prévues à la Concession relatives au Début de la Phase 2 s'appliqueront selon les principes décrits à la Concession à partir des dates précitées.

5-1 Stations et Espaces situés sur les communes adhérentes autres que Paris

Afin de permettre au Concessionnaire d'organiser l'exécution des travaux, un planning des travaux pour les Stations et Espaces situés sur les communes adhérentes autres que Paris est annexé au présent avenant indiquant pour chaque Station et Espace une date de fourniture d'adresse par le Concédant, une date d'état des lieux sur place et une date de démarrage du chantier.

5-2 Stations et Espaces situés à Paris ou sur les autres communes adhérentes

En cas de non-respect de la date de fourniture d'adresses ou en cas d'annulation ou de demande de modification d'adresses ou de demande de suspension et/ou de report des travaux après cette date qui ne soit pas imputable au Concessionnaire, les Parties feront leurs meilleurs efforts pour reprogrammer le ou les Stations et Espaces concernés mais le Concessionnaire ne sera plus lié, pour ces Stations et Espaces, par les garanties et engagements relatifs à la programmation et prévus à la Concession.

Article- 6 Nombre de bornes de charge dans les Stations en voirie

Les Stations en voirie comportent au maximum 7 bornes de charge qui peuvent se décomposer en 6 bornes Autolib' plus une borne de recharge privative ou en 7 bornes de charge Autolib'.

Le Concessionnaire prend intégralement en charge le déploiement de 25 Stations maximum de 7 bornes.

Si le Concédant souhaite faire installer davantage de Stations de 7 places ou plus, il prendra en charge une partie du coût des Stations sur la base du bordereau de prix figurant à l'Annexe A8-25 à la Concession, complété de la manière suivante :

- Coût de fourniture d'une borne de charge par emplacement supplémentaire : 3 299€ HT
- Frais d'adaptation d'une Station afin d'accueillir une borne de recharge supplémentaire portant le nombre de bornes de recharge sur cette Station à 7, au-delà des 25 premières Stations : 1 000€ HT
- Coût de fourniture d'une borne de location supplémentaire à compter de la 8ème borne de charge sur une même Station : 10 185€ HT. Il est précisé que la borne de location supplémentaire pourra desservir au maximum 4 bornes de charge au-delà des 7 premières.
- Coût forfaitaire d'installation de la borne de location supplémentaire visée ci-dessus : 215 € HT.

Les nouveaux prix sont en valeur Février 2012, révisables dans les conditions prévues à la Concession.

Article 7- Pointes carbonées

Le Concessionnaire accepte de porter son engagement d'assurer l'alimentation de l'ensemble des bornes de charge en électricité verte de 50% à 100% sous réserve que le surcoût en résultant n'excède pas 3% de la facture globale d'électricité se rapportant aux dites bornes.

En outre, à compter du 1^{er} mai 2013, le Concessionnaire s'engage à mettre en place un système de gestion des pointes carbonées permettant l'absence de recharge des BLUECAR® au cours des périodes de pointes carbonées sauf nécessité d'assurer la continuité du Service AUTOLIB'.

Article 8- Biens de retour

Il est précisé que les modems intégrés aux bornes de location des Stations et Espaces ne constituent pas des Biens de retour.

GIR
AL

Article 9- Offres promotionnelles

Le Concessionnaire peut accorder des offres promotionnelles, pourvu que ces offres soient :

- nécessaires pour assurer le bon fonctionnement du Service Public AUTOLIB', au regard notamment des contraintes et opportunités du marché ;
- établies dans le respect du principe d'égalité de traitement des usagers du service ;
- communiquées au Concédant pour validation avant leur application.

Article 10- Stations hors voirie

Afin de préparer la prochaine entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation relative à l'installation de bornes de charge dans les parcs sous terrains, les Parties doivent en faire une analyse approfondie, parc par parc, afin notamment de s'assurer de la faisabilité de l'installation de Stations dans les Périmètres hors voirie.

Par suite, les Parties conviennent d'abord de ce qu'en fonction de cette analyse, les Stations prévues dans les parcs privés qui seraient requalifiées en établissements recevant du public du fait de l'installation d'une Station Autolib', ne pourront pas être réalisées dans des conditions techniques et économiques satisfaisantes et ne le seront donc pas.

Les Parties ont ensuite d'ores et déjà identifié une vingtaine de parcs dont les conditions techniques d'occupation risquent de poser des problèmes opérationnels ou d'implantation des Stations. Les Parties se rapprocheront donc pour décider du sort de ces implantations à l'issue d'une analyse technique plus poussée lorsque la réglementation sera en vigueur.

De plus, afin de synchroniser le déploiement des véhicules BLUECAR® avec les Stations et de s'inscrire dans l'évolution de la réglementation, les Parties conviennent de réaliser dans un premier temps des Stations de 6 places qui pourront être portées à 10 places en fonction de l'intérêt du parc pour le Service Public AUTOLIB' et de la publication de la réglementation définitive.

Pour tenir compte de ce qui précède le plafond de la subvention relative à ces Stations dont le nombre de places a été réduit à 6 sera fixé à 42 500€, le solde de 7 500€ pouvant être versé lors de l'éventuel passage de la Station de 6 à 10 places.

Enfin la nécessité précitée de procéder à l'analyse de cette nouvelle réglementation justifie que le calendrier de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie soit prévu de la manière suivante :

- 100 Stations livrables au 1er Octobre 2012
- le solde réalisable compte tenu de ce qui précède au 1er Juin 2013.

Les garanties et pénalités prévues à la Concession s'appliqueront selon les principes décrits à la Concession à partir des dates précitées.

Article 11- Requêtes

Pour l'établissement des 30 requêtes informatiques prévues à la Concession, il est convenu que leurs définitions soient mises à disposition du Concessionnaire à concurrence de 8 maximum par mois à partir du mois de Février 2012 et utilisables par le Concédant, pour chaque requête, dans un délai maximum d'un mois après la fourniture de sa définition au Concessionnaire.

Les garanties et pénalités prévues à la Concession s'appliqueront selon les principes décrits à la Concession à partir des dates précitées.

Fait en 5 exemplaires originaux,

À Paris, le
Pour le Concédant

A black ink signature consisting of a large, stylized 'A' followed by a horizontal line and some smaller strokes.

Mme Annick LEPETIT

À Vaucresson, le 10 février 2012
Pour le Concessionnaire

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'G' followed by a horizontal line and some smaller strokes.

M. Gilles ALIX

À Puteaux, le 10 février 2012
Pour BOLLORÉ SA

A blue ink signature consisting of a large, stylized 'G' followed by a horizontal line and some smaller strokes.

M. Gilles ALIX

ANNEXE A L'AVENANT N°1

au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques

GA AL

